



ARRETE TEMPORAIRE N° A_ 2023 _ N° 40/23
REGLEMENTANT LA CIRCULATION AVENUE GEORGES BRAQUE

6.1.3
DGS/PM

PUBLIÉ LE 17 FEVRIER 2022

Le Maire de la Ville de Sorgues,

VU, le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2122-18 et L 2122-20, mais aussi ses articles L.2212-1 et suivants et L.2213-1,

VU, la délibération n°DCM-2020-29 de la séance du Conseil Municipal du 28 mai 2020 portant élection du Maire,

VU, les arrêtés en date du 9 juin 2020, 20 août 2020, 27 mai et 16 septembre 2021 par lesquels le Maire délègue ses pouvoirs aux Elus délégués,

VU, l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 livre I - 8° partie - signalisation temporaire ;

VU, le code de la route et notamment ses articles R 110-1 et suivant, R 411-5, R 411-8, R 411-18 et R 411-25 à R 411-28, et les articles L.325-1 à L.325-3,

VU, le code pénal et notamment son article R 610-5,

VU, la demande de l'entreprise 4 M PROVENCE ROUTE relative à des travaux de réfection de trottoir avenue Georges Braque dans le cadre des travaux du collège Voltaire,

VU, la permission de voirie n° 136040 délivrée par la Communauté d'agglomération les Sorgues du Comtat le 10 février 2023

CONSIDERANT que pour permettre l'exécution des travaux et assurer la sécurité des ouvriers de l'entreprise et des usagers de la voie, il y a lieu de réglementer la circulation,

ARRETE

ARTICLE 1 - Dans le cadre de travaux de réfection de trottoir avenue Georges Braque au droit du collège Voltaire, la circulation se fera sur chaussée rétrécie dans cette avenue à compter du **20 FEVRIER 2023 pour une durée de 8 jours**. Le stationnement de tout véhicule sera interdit durant la même période au droit du chantier.

ARTICLE 2 - L'entreprise 4 M PROVENCE ROUTE mettra en place la signalisation réglementaire et la pré-signalisation indiquant ces travaux.

ARTICLE 3 - Les véhicules prioritaires police, gendarmerie, pompiers devront avoir une libre circulation au cœur du chantier.

ARTICLE 4 - Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Nîmes dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

ARTICLE 5 - Monsieur le Maire, Monsieur le Directeur général des services, le Commandant de la Brigade de Gendarmerie, la directrice de la Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché sur les lieux.

SORGUES, le 10 février 2023

LE MAIRE Thierry LAGNEAU

Pour le Maire et par délégation,
L'Adjoint délégué à la circulation,
Dominique DESFOUR

Certifié exécutoire par le Maire
Compte tenu de la publication

Le 17/02/23
Pour le Maire et par délégation

La Directrice de la police municipale
Isabelle THIBAUT